

*Le Sommet des Peuples débute  
par la dénonciation du blocus  
américain contre Cuba*

---

Image not found or type unknown

Bruxelles, 17 juillet (RHC) Le Sommet des Peuples Bruxelles-2023 a débuté ce lundi avec la dénonciation du blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis à Cuba parmi les premiers sujets de discussion.

À l'Université libre de Bruxelles, qui accueille ce forum de deux jours, un panel d'acteurs de la société civile de plusieurs pays a discuté de la nature du siège appliqué par Washington depuis plus de 60 ans et de son impact sur la vie quotidienne des habitants de l'île.

Le vice-doyen de la faculté de droit de l'université de La Havane, Yuri Pérez, a partagé avec les dizaines de personnes présentes dans l'une des salles du sommet les véritables objectifs du blocus, qui sont la déstabilisation et le forçage des changements politiques dans la nation antillaise.

Il s'agit d'un système très complexe de mesures et de lois, de nature unilatérale, car les États-Unis n'ont pas la capacité, en vertu du droit international, de le faire respecter.

Par conséquent, le blocus viole des principes élémentaires tels que l'égalité souveraine, la bonne foi et la non-ingérence dans les affaires intérieures, a-t-il averti.

Lors du forum, M. Perez a également souligné la violation des droits de l'homme que représente le blocus, en s'attaquant à des secteurs tels que la santé et l'éducation, même en pleine pandémie de Covid-19.

Pour sa part, Elisa Muñoz, responsable de la Médecine de formation pour le peuple, a estimé que le blocus américain n'affecte pas seulement les Cubains, car son extraterritorialité empêche le monde de bénéficier des acquis de l'île, y compris des produits biotechnologiques pour combattre les maladies.

À son tour, le dirigeant syndical belge du secteur de la métallurgie, Hilal Sor, a affirmé que le blocus de Washington est une réponse à la voie choisie par Cuba pour construire son propre modèle avec des investissements dans la santé et l'éducation, loin de la logique du marché.

L'impérialisme américain cherche à détruire un processus qui démontre qu'un autre modèle est possible, a-t-il souligné.

Le premier vice-président de l'association Cuba Coopération France (CubaCoop), Miguel Quintero, et la présidente de Netzwerk Cuba-Germany, Angelica Becker, ont également condamné le siège et son impact.

M. Quintero a analysé en particulier la portée extraterritoriale du blocus et ses conséquences sur le système bancaire, les entités européennes évitant de nouer des liens avec le pays des Caraïbes par crainte des sanctions américaines.

Dans sa participation, il a souligné une récente pétition présentée par CubaCoop et d'autres organisations européennes au Parlement européen, qui l'a acceptée, afin que le vieux continent applique ses mécanismes pour protéger ses entreprises, ses banques et ses citoyens des lois extraterritoriales.

Le débat du premier jour du Sommet des Peuples a porté sur l'intensification du blocus imposé à Cuba, avec des mesures telles que son inscription sur la liste unilatérale des pays soutenant le terrorisme, une décision qui a été désavouée par les intervenants.

En raison du crime que représente le blocus, la dirigeante du Parti de la Gauche Européenne, Maite Mola, a demandé que ce soit les États-Unis qui figurent sur leur propre liste (Source:PL).



**Radio Habana Cuba**